

DISCOURS

L. Masson

DE

M. MASSON, M. P.,

SUR

LE BUDGET.

8 MARS 1878.

COMPTE RENDU OFFICIEL.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Vendredi, 8 mars 1878.

M. MASSON—M. l'Orateur, avant de présenter à la Chambre les quelques remarques générales que ce débat m'a suggérées, je désire répondre aux observations faites hier au soir par l'honorable député de Bruce-Sud, au sujet de la Cour Suprême.

Il me serait beaucoup plus agréable de pouvoir examiner cette question importante au point de vue de l'intérêt général du pays, au lieu d'être contraint de l'envisager au point de vue plus res-

treint de l'intérêt de la province que je représente plus particulièrement. Mais l'honorable député ayant entrepris lui-même de défendre l'établissement de cette cour presque exclusivement au point de vue de l'intérêt de Québec, j'ai trop de confiance dans la justice des députés des autres provinces pour craindre de mériter le reproche de professer une politique de clocher en suivant l'honorable député sur ce terrain.

Tous savent que la province de Québec occupe une position toute particulière dans la Confédération; son peuple possède des lois et usages qui lui sont particuliers, qu'il désire conserver à tout prix, et qu'il a jusqu'à ces

dernières années défendus avec une énergie admirable. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'il ait vu avec inquiétude les efforts faits par le Parlement fédéral pour l'établissement d'un tribunal qui aurait le droit de réformer les sentences des tribunaux locaux, et que depuis les premières années de la Confédération il se soit opposé à la formation de ce tribunal.

L'honorable M. Cauchon, l'un des chefs du parti libéral dans ces derniers temps, disait lui-même dans son intéressant brochure sur la Confédération, que le Bas-Canada ne pouvait céder sur une question semblable :

" Nous ne verrions pas d'inconvénient ni de danger," dit-il, " si nos lois et nos institutions ressemblaient à celles de toutes les autres provinces, mais il n'en est pas ainsi, nous avons des institutions et des lois à part, qui demandent une protection et des sauvegardes spéciales."

L'honorable député de Bruce-Sud, défendant l'établissement de la Cour Suprême au point de vue de l'intérêt général de toutes les provinces, dit qu'il vaut mieux interjeter appel des décisions de nos tribunaux inférieurs à un tribunal canadien, parce que ce tribunal est nécessairement plus en état de connaître nos lois et de les interpréter selon notre jurisprudence qu'un tribunal composé d'hommes qui n'ont pas eu occasion de se familiariser avec ces lois. Cet argument, s'il vaut en faveur de tout le pays, doit valoir dans le cas particulier de la province de Québec.

On soumet les décisions de nos cours à un tribunal qui connaît encore moins nos lois que le Conseil Privé ne connaît celles du Canada, qui, pour presque toutes les provinces, sont basées sur la même jurisprudence que celle d'Angleterre.

Il y a encore une différence notable : c'est que si, sous l'ancien régime, nous étions obligés d'aller à un tribunal qui n'était pas parfait, nous ne payions pas pour l'entretien de ce tribunal, tandis qu'aujourd'hui on en établit un qui, au point de vue des lois de Québec, ne vaut pas mieux et coûte annuellement \$56,000.

L'honorable ministre de la Justice a lui-même le danger de l'établissement d'une cour dont les membres ne pouvaient connaître notre droit, en disant que deux juges au moins fussent pris dans notre province.

Pourquoi cette précaution si tous les juges étaient censés connaître exactement notre droit ; pourquoi cette distinction qui ne pouvait, dans des circonstances ordinaires, manquer de paraître odieuse, si des juges pris dans les autres provinces pouvaient adjuger avec connaissance de cause dans les questions relevant de notre droit français.

N'est-il pas évident qu'ils sont là pour guider leurs collègues dans les questions plus particulièrement de leur compétence. Si tel est le cas, quelles seront les conséquences de la nomination de ces deux juges et du tribunal lui-même ?

Lorsqu'une action est instituée elle est soumise à la Cour Supérieure présidée par un juge. Lorsque après jugement cette cause est inscrite pour révision, elle est soumise à trois autres membres de la magistrature bas-canadienne. Après avoir subi l'épreuve devant ces quatre de nos juges, et peut être avoir été maintenue ou renvoyée par leurs opinions unanimes, cette cause peut encore être renvoyée à la Cour d'Appel, tribunal en dernier ressort dans la province, et composé de cinq juges pris parmi les sommités de notre barreau.

Tous ces juges ont fait une étude spéciale de nos lois et de nos coutumes ; tous sont censés avoir été choisis à cause de leur parfaite connaissance de notre jurisprudence, et cependant, par l'établissement de la Cour Suprême et son organisation, le jugement, peut-être unanime de ces huit juges, peut être renversé par celui d'un tribunal dont deux juges seulement sont censés connaître ces lois et cette jurisprudence.

Quoique j'aie la plus grande confiance dans la science de ces deux juges, rien ne nous garantit qu'ils sont, et encore moins qu'ils seront à l'avenir supérieurs en connaissances légales aux juges des cours provinciales.

Je crois que le Conseil Privé a, en outre, un autre avantage très appréciable pour nous Canadiens-Français sur la Cour Suprême du Canada ; on y comprend le français, et la preuve y est reçue en français. Je ne puis invoquer de meilleurs témoignages de ce fait que celui de M. le ministre de la Justice lui-même. Quelle différence avec le tribunal canadien, dont la moitié des juges ne comprennent pas un

seul mot de notre langue, et personne plus que mes honorables amis le ministre de la Justice et le député de Charlevoix n'ont eu à souffrir de cet injuste état de choses.

La nomination des juges dans les tribunaux où les deux langues sont permises sur le même pied, est une question de la plus grande importance.

Dans la province de Québec, la langue française domine; dans la province du Manitoba, cette langue est parlée par une section considérable de la population, et dans les deux, l'usage de cette langue nous est assurée. Mais que peut nous servir le droit de parler notre langue maternelle; que peut nous servir le droit de plaider en français, si celui devant lequel nous devons plaider ne comprend pas cette langue! Ce droit n'est-il pas complètement illusoire, s'il n'impose pas au gouvernement l'obligation de nommer des juges qui comprennent cette langue.

Au Manitoba, par exemple, le gouvernement actuel a nommé comme juge en chef un homme capable, je veux bien le croire, (le juge Wood,) mais qui ne comprend pas un seul mot de français.

La conséquence de cette nomination est que ce juge est obligé de décider dans des causes qu'il n'a pas comprises, ou de forcer les membres du barreau ou leurs clients à abandonner un droit qui leur est garanti par la loi.

J'admets la difficulté qu'éprouverait le gouvernement, s'il voulait ne nommer à la Cour Suprême que des juges connaissant les deux langues, mais cette difficulté justifie en même temps l'opposition très légitime des conservateurs à l'établissement de ce tribunal.

Ces considérations seraient cependant secondaires, si nous ne voyions pas dans l'introduction de la Cour Suprême le premier pas vers l'abandon de ces lois, de ces institutions et de cette langue si chère à tous les Canadiens, et pour lesquelles nos pères ont si courageusement combattu.

Ainsi que je l'ai dit, le premier qui ait jeté le cri d'alarme fut l'honorable M. Cauchon, dans sa seconde brochure sur la Confédération—il est vrai qu'il vota ensuite en faveur, sous la pression exercée sur lui et les libéraux du Bas-Canada par le ministre des Travaux

Publics—et le bill ne fut pas plus tôt passé, que déjà la population des autres provinces, n'ayant pas les mêmes intérêts à sauvegarder que nous, commençait à se féliciter de ce qu'enfin nous allions avoir plus d'uniformité dans les décisions judiciaires du pays, et que, par conséquent, nos lois et nos institutions spéciales allaient disparaître.

Je me permettrai de lire à la Chambre un article du *Globe* à ce sujet, que je soumetts à la sérieuse attention de M. le ministre de la Justice. Il verra que je n'exagère en rien la gravité de la situation faite au Bas-Canada par ses amis et par lui-même:

“ Dans la province de Québec, l'existence d'un système particulier—la vieille loi civile— a excité un sentiment de jalousie contre l'intervention de juges canadiens qui n'ont pas fait une étude spéciale de ce système; tandis que d'un autre côté, pour des raisons qu'il est inutile d'approfondir, la pratique d'en appeler des cours provinciales de Québec au comité judiciaire du Conseil Privé a été très fréquente. Mais, Ontario, non moins que Québec, gagnera certainement à l'existence d'un tribunal qui garantira à tout le pays au moins l'uniformité dans la décision des questions de droit. Si nous sommes, pour des considérations politiques, séparés par des bornes territoriales, nous n'en sommes pas moins les citoyens d'une seule nation, et tout ce qui tendra à nous faire sentir, penser et agir comme un seul peuple est en soi un bienfait national.”

Je demanderai à M. le ministre de la Justice et à ses amis si telle était leur intention lorsqu'ils appuyaient le bill de la Cour Suprême, et si nous n'avions pas le droit, même au point de vue purement provincial, d'opposer ce projet? Comment cette uniformité de décisions des questions de droit sera-t-elle obtenue si on ne commence par établir l'uniformité de la jurisprudence et des lois elles-mêmes, et peut-on croire que ce travail d'assimilation se fera dans le sens de nos lois françaises?

Non, M. l'Orateur, cette loi, bonne peut-être pour les autres provinces ayant des lois uniformes, ne vaut rien pour le Bas-Canada. Encore une fois, deux seulement des juges de cette cour connaissent notre jurisprudence, et il n'est pas raisonnable d'espérer que le Bas-Canada sera satisfait et aura confiance dans le jugement de ces deux magistrats, mettant de côté celui de nos juges de la Cour d'Appel, qui devraient au moins décider en dernier ressort, si l'on veut abolir l'appel au Conseil Privé.

M. L'ORATEUR—J'attire l'attention de l'honorable député sur le fait que la question maintenant devant la Chambre est un amendement à la motion à l'effet que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des subsides; cet amendement traite de protection et de cela seulement. L'honorable député ne peut donc discuter autre chose que ce qui est devant la Chambre.

M. MASSON—Je ne crois pas être hors d'ordre; cependant je me soumetts volontiers à votre décision.

M. KIRKPATRICK—L'honorable député (M. Masson) a dit au commencement de son discours qu'il voulait répondre à des observations d'un autre député sur la même question le jour précédent.

UN HONORABLE DÉPUTÉ—Oui, mais avant que l'amendement fut proposé.

M. MASSON—Je pense pouvoir justifier mon opinion.

Je crois que sur une motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, la plus grande latitude est toujours accordée au débat, et qu'un amendement ne peut en rien restreindre la liberté de discussion; que le débat sur l'amendement participe de la nature du débat principal.

Des députés, bien souvent, ne proposent un amendement que pour permettre à leurs amis de répliquer, et à quoi servirait le droit de réplique s'il était défendu de parler de ce qui a été dit dans le débat principal.

Je croyais avoir raison, mais je me soumetts à la décision de l'Orateur.

Je dois, M. l'Orateur, féliciter l'honorable député de York-Nord à l'occasion du discours qu'il vient de prononcer; il lui fait honneur; je regrette seulement qu'un aussi bon discours ait été presque gâté par le visible sentiment d'acrimonie qui a caractérisé ses dernières paroles.

Il aurait pu, il me semble, sur une question semblable, éviter de réveiller ces vieilles querelles et vieilles difficultés qui pourraient être plus avantageusement discutées dans une autre circonstance.

L'honorable député dit qu'il est absurde de supposer que nous puissions, par notre législature canadienne, influencer sur celle des Etats-Unis et forcer ce

pays à adopter une politique moins exclusive à l'égard du Canada. Vous admettez, M. l'Orateur, que l'occasion était assez mal choisie, surtout après les déclarations de M. le ministre des Finances, qu'il serait peut-être à propos de faire quelques changements à l'égard de la perception des droits sur le malt, vu que nos voisins, alarmés de notre législation de l'an dernier, se proposent d'augmenter eux-mêmes les droits sur cet article.

Voulant ensuite prouver que la dépression n'existe pas à un degré considérable, l'honorable député nous cite un ou deux industriels, une ou deux compagnies qui ont réussi à se maintenir et à faire des profits nonobstant la prétendue dépression. L'honorable député devrait savoir qu'il est impossible de juger d'un état de choses général par le fait des quelques cas particuliers qu'il nous présente.

Quels moyens avons-nous de juger des circonstances particulières où se trouvent ces quelques industriels et de leurs moyens de succès? Comment ont-ils réussi à payer des dividendes, lorsque presque tous les industriels du pays se plaignent de la stagnation des affaires? Comment ont-ils pu résister à la tempête qui détruit les espérances de leurs confrères?

Avons-nous des moyens certains de nous en assurer? Tout me porte à croire que l'industrie dont les affaires sont les plus chancelantes sera celui qui en rendra le compte le plus favorable.

Il y a deux genres de protection dont un manufacturier peut profiter.

La protection accordée par la politique fiscale d'un gouvernement, et cette autre protection quelquefois accordée par des créanciers bénévoles à une institution qui croule, et chose remarquable, les industriels qui sont les plus portés à vanter leur crédit, sont bien souvent ceux qui ont le plus besoin de la protection de leurs créanciers, et sont les plus près de la banqueroute. Cela s'est vu, l'honorable député le sait, et surtout en temps d'élection.

On nous rapporte, entre autres faits semblables, que lors de l'élection de Québec-Est, un industriel marquant, grand ami politique de M. le ministre du Revenu de l'Intérieur, assurait avec aplomb qu'il employait plusieurs cen-

taines d'hommes et que la politique du gouvernement donnait aux manufacturiers une ample protection. Quelques jours après, mais assez longtemps après, cependant, pour assurer l'élection de M. le ministre, le nom de cet industriel allait grossir la longue liste des insolubles du pays, et ses nombreux employés étaient jetés sur le pavé.

M. DYMOND—Écoutez, écoutez !

M. MASSON—L'honorable député de York-Nord, dans le cours de ses remarques, s'est aventuré sur un terrain assez dangereux au point de vue des antécédents de ses amis dans la province de Québec : dévouement aux intérêts de l'Angleterre et loyauté à sa couronne, et il a reproché à mon honorable ami le député de Kingston d'avoir parlé avec peu de respect de ce sentiment si cher à tout cœur véritablement anglais.

Avec le *Globe*, il nous a dit que le député de Kingston, par sa politique de protection, voulait ruiner la prospérité et le crédit de la mère-patrie. Il n'est rien de plus amusant que lire les articles de ce journal, dont l'honorable député répudiait cependant, il y a seulement quelques jours, la responsabilité ; il est amusant, dis-je, de lire ces articles reprochant aux conservateurs du Haut-Canada leur alliance avec ces rétrogrades ultramontains, tels que l'honorable député de Charlevoix, M. Chapleau et moi-même, qui entraînons l'honorable député de Kingston dans des voies sans issues, et le contrainons à adopter une politique adverse aux intérêts de la mère-patrie.

Pour égayer un moment la Chambre, je me permettrai de lire un extrait de ce journal, le premier organe du parti libéral haut-canadien, et je démontrerai ensuite jusqu'à quel point la politique de ce parti s'accorde avec celle du parti national du Bas-Canada.

“ La politique de sir John A. Macdonald ne serait pas moins dommageable à notre union avec l'Angleterre qu'elle le serait à la Confédération elle-même.

“ La protection aux produits canadiens implique une atteinte directe au commerce et à la marine britannique ; elle attaque l'anglais à son point le plus vulnérable : sa bourse ; elle répugne à ses idées et à ses opinions ; pour lui c'est la manifestation d'un égoïsme national du caractère le plus bas. C'est payer d'ingratitude sa libéralité passée. Brisons le lien commercial qui unit les intérêts britanniques aux intérêts

canadiens, et le lien encore le plus solide qui unit le Canada à l'Angleterre sera aussi rompu.

“ Les sympathies qui se groupent encore autour de notre union politique disparaîtront. Plusieurs considéreront cette action comme le premier et le plus significatif des avertissements de l'intention du Canada de devenir indépendant.

“ La preuve la plus tangible des avantages que la mère-patrie retire de notre alliance serait détruite.”

C'est la première fois, M. l'Orateur, que l'on jette à la figure des conservateurs bas-canadiens, l'accusation de déloyauté. Je repousse l'accusation ; nous n'avons pas tourné le dos aux traditions qui nous ont été laissées par nos devanciers, mais nous répétons aujourd'hui, ce que disait autrefois Lafontaine : “ Avant tout soyons Canadiens ! ”

On nous accuse d'égoïsme, parce que nous désirons prendre en main les intérêts du peuple qui nous envoie ici pour le défendre. Mais je demanderai à l'honorable député, le gouvernement impérial, le peuple anglais lui-même, les manufacturiers de Birmingham et de Manchester ont-ils été eux-mêmes toujours exempts de ce sentiment d'égoïsme que l'on nous reproche. Tout le système colonial n'est-il pas basé sur une idée d'intérêt. Appelez-la égoïsme, si vous le voulez, mais cet égoïsme vous le retrouverez partout.

Vous le retrouverez dans la puissante nation européenne, se manifestant dans le monde encore inconnu des colonies qui lui produiront la matière première et recevront en échange les produits de fabrique de la mère-patrie ; vous le retrouverez nécessairement dans la colonie devenue puissante et peuplée, et dont le sol se sera épuisé en produisant cette matière première indispensable à la métropole.

Je ne reproche pas à l'Angleterre d'avoir jusqu'à présent recherché son intérêt dans ses relations avec ses colonies, elle n'a fait en cela que ce que tous les pays possédant des colonies ont fait, avec cette différence, toutefois, que sa politique a toujours été plus libérale. Mais je réclame pour le Canada le droit de prendre en main ses propres intérêts, tout en sauvegardant autant que possible ceux de la mère-patrie.

Le gouvernement impérial, en nous donnant le droit de *self government*, nous a en même temps imposé l'obligation de pourvoir à tous nos besoins et à toutes nos dépenses. Il ne peut, par

conséquent, avoir voulu nous restreindre dans les moyens que nous croirions nécessaires pour prélever les fonds devant subvenir à nos besoins et dépenses; tout ce qu'il pourrait exiger, et tout ce qu'il exige, si je suis bien renseigné, c'est que l'Angleterre soit au moins traitée sur le même pied que les autres nations par notre politique fiscale.

Les conservateurs du Bas-Canada sont prêts à admettre la justice des réclamations de l'Angleterre et sont même prêts à aller beaucoup au-delà en sa faveur; eux, au moins, n'ont jamais même pensé à demander la protection contre la mère-patrie et le libre échange avec les Etats-Unis, comme l'ont fait leurs adversaires dans le Bas-Canada, ainsi que je le prouverai dans un instant.

Lorsque sir Alexander Galt, en 1859, établit un tarif protecteur afin de sauver le pays de la terrible dépression qui l'écrasait,—dépression aussi considérable que la présente, au dire de M. le ministre des Finances,—les manufacturiers de l'Angleterre se plaignirent au gouvernement impérial, et celui-ci fit des remontrances au gouvernement canadien, se basant sur les mêmes principes et les mêmes idées que celles qui sont invoquées aujourd'hui.

Quelle fut la réponse du gouvernement conservateur canadien?

Sir A. Galt répondit qu'avec le *self government*, nous avait été donné le droit de régler nous-mêmes notre politique fiscale; avons-nous cessé d'être Anglais depuis ce temps? le lien qui nous unit à l'Angleterre s'est-il relâché? avons-nous fait preuve de moins de loyauté depuis? le gouvernement impérial nous a-t-il considéré d'un œil moins favorable depuis?

Je maintiens que ce que nous avons fait en 1859, nous pouvons le faire aujourd'hui; je me permettrai de rappeler à l'honorable député le bon vieux mot français, qui ne peut mieux s'appliquer que dans la circonstance actuelle: "Il ne faut pas être plus royaliste que le Roi."

Voici ce que sir Alexander Galt disait en réponse aux remontrances du gouvernement impérial à l'occasion de son tarif de 1859:

"Le respect que nous devons au gouvernement impérial nous impose l'obligation de lui démontrer que la politique de ce pays n'est

établie ni à la hâte ni sans réflexion, et que l'on s'efforce de sauvegarder les intérêts de la mère-patrie ainsi que ceux de la province. Mais le gouvernement du Canada, agissant pour sa législature et son peuple ne peut, à cause de ces considérations de déférence qu'il doit aux autorités impériales, consentir en aucune manière à abandonner ou même restreindre le droit qu'a le peuple du Canada de décider pour lui-même du mode et du montant d'imposition auxquels il voudra bien se soumettre. Notre *self government* serait complètement détruit si l'on devait préférer les vues du gouvernement impérial à celles du peuple du Canada.....

"Le gouvernement impérial n'est pas responsable des dettes et des obligations du Canada, il ne contribue pas au maintien de nos services judiciaires, civil et de l'instruction publique; il ne contribue en rien au gouvernement du pays, et la législature provinciale, agissant par l'intermédiaire de ministres qui lui sont responsables, est obligée de faire face à tous ces besoins; il doit, par conséquent, réclamer et exercer la plus grande liberté quant à la nature et au chiffre de l'impôt que devra payer l'industrie du peuple."

Je crois en avoir dit assez, M. l'Orateur, pour vous démontrer que l'on peut revendiquer les droits de son pays sans mériter pour cela l'accusation de déloyauté, qui devient risible lorsque l'on jette les yeux sur les banquettes ministérielles et surtout sur les sièges occupés par les députés de ma province.

L'honorable député de York-Nord admet qu'il y a toujours une assez grande différence dans la manière d'envisager les questions politiques, et que cette différence dépend souvent du siège que l'on occupe en Chambre. Il ne peut dire plus vrai, et l'on en voit un triste exemple dans la personne de députés de la province de Québec, qui autrefois ne parlaient que de protection et ne sont devenus libre-échangistes que pour faire acte de soumission à M. le ministre des Travaux Publics, qui n'entend pas que l'on manifeste des opinions différentes dans son parti.

Un écrivain distingué disait que les deux hommes qui se ressemblaient le moins sur la terre, était celui qui prétendait vouloir et pouvoir faire de grandes choses si on lui en fournissait l'occasion, et le même homme arrivé au but de son ambition.

Il avait raison, si l'on en juge par l'exemple donné par les députés libéraux de ma province.

Je désire, M. l'Orateur, ne rien dire de désagréable à M. le ministre du Revenu de l'Intérieur; je ne puis m'empêcher de remarquer, cependant, que la Chambre avait droit de s'attendre à

une plus complète franchise de sa part lorsqu'il affirma, dans son discours sur l'adresse, que le parti national n'avait jamais arboré le drapeau de la protection. Tenant ouvert le livre de M. Lareau, il nous a dit qu'il contenait le programme du parti national, et que le mot de protection ne s'y trouvait même pas, et l'honorable ministre réussit à convaincre quelques-uns des députés connaissant peu nos luttes, que véritablement la protection n'avait jamais fait partie du programme libéral.

J'ai maintenant ce livre entre les mains, et je me permettrai de lire le 9ème article de ce programme, que l'honorable ministre aurait dû lire :

"9. L'obtention du droit absolu de régler nous-mêmes nos relations commerciales avec les autres pays de manière à assurer l'établissement de manufactures au Canada."

Or, je demande à mes honorables amis, ce à quoi pourrait nous servir le droit d'encourager nos manufactures, si nous néglignons les moyens mis à notre portée pour y parvenir. Pourquoi obtenir le droit de régler nous-mêmes nos relations commerciales si, ce droit obtenu, nous le reléguons comme un instrument inutile dans l'arsenal de nos droits politiques !

L'obtention de ce droit ne peut nous valoir que d'autant que nous sommes prêts à admettre le principe de protection, car nous possédons aujourd'hui le pouvoir le plus illimité d'établir le libre échange ; nous n'avons, pour cela, qu'à briser les barrières que nous avons élevées et ouvrir notre pays au commerce du monde entier.

Je ne crois pas me tromper en disant que les difficultés qui se dressaient devant nos adversaires, étaient l'impossibilité où ils se trouvaient d'établir un système de protection contre l'Angleterre, et un système de libre échange en faveur des Etats-Unis, et, chose singulière, les alliés des libéraux du Bas-Canada nous accusent aujourd'hui de déloyauté parce que nous réclamons pour le Canada des droits qui avaient été demandés, dans des limites beaucoup moins favorables, à l'Angleterre, par le parti national.

Je réclame votre indulgence, M. l'Orateur, car je désire mettre devant la Chambre, une fois pour toutes, la preuve du peu de sincérité de nos adversaires sur cette question d'une grande

importance dans la province de Québec. Le cri de "Protection" fait le tour de notre province ; les libéraux l'ont soulevé dès 1872, et il est assez probable que la lutte prochaine s'y fera en grande partie sur cette question.

Lorsque je dis que le parti national avait adopté le principe de la protection pour nos industries agricole et manufacturière comme une des clauses principales de son programme, je m'appuie de la parole de M. Joly, le chef de ce parti et aujourd'hui premier-ministre de la province de Québec.

M. Joly dans sa lettre au député de Wellington-Nord, re lui donne pas seulement son opinion personnelle, mais il constate un fait, et ce fait, il l'explique ensuite plus au long dans ce que je vais citer :

"On nous accuse d'avoir abandonné le principal article du programme de notre parti national. Nous réclamions avant tout une politique commerciale nationale. On a accusé mes amis de l'avoir abandonnée et on y a mêlé mon nom comme chef du parti national, mais je ne l'ai pas abandonné."

Toute dénégation à ce sujet s'applique donc encore plus à M. Joly qu'à moi, car je ne puis rien connaître par moi-même des dispositions des chefs de ce parti, et je suis obligé de m'en rapporter à leurs discours et à leurs écrits, dont je me permettrai de lire quelques extraits.

M. Joly a dit, en 1872, lors de la formation de l'association du parti national dont il venait d'être élu le chef :

"On a proposé de donner au parti qui veut se charger de cette tâche le nom de "Parti National. (Appl.) Je vais vous dire pourquoi on a choisi ce nom. Vous avez dû voir par les discussions de la Chambre et des journaux que pour attirer une immigration considérable et avantageuse dans le pays, il faut encourager l'industrie par tous les moyens possibles. Tout le monde comprend que nos jeunes gens ne quitteraient pas le pays s'ils y trouvaient de quoi suffisamment, non pas pour faire du luxe, mais pour se payer au moins un morceau de pain et de quoi se vêtir. Il faut donc, pour empêcher cette dépopulation en détail, un parti qui encourage l'industrie sous toutes ses formes, un parti qui soit avant tout national, qui nous obtienne de prime abord, non pas l'indépendance politique, mais l'indépendance commerciale. Il faut à ce sujet une politique nationale, si nous voulons ramener nos compatriotes dans leurs foyers, encourager une immigration étrangère et établir un marché avec les autres pays. (Appl.) Au lieu de faire des théories d'échafauder des utopies, je crois qu'il vaut mieux adopter une plate-forme, comme disent les anglais, une plate-forme nationale, commerciale et industrielle."

J'espère que M. le ministre des Finances admettra qu'il ressort de ce discours deux conséquences qui sont également opposées aux idées qu'il a émises devant cette Chambre; premièrement, que son très distingué allié de la province de Québec est parfaitement d'opinion que les ressources industrielles d'un pays peuvent être notablement augmentées par une législation convenable, et secondement, que cette législation convenable, c'est la protection.

Je citerai un autre membre distingué du parti national qui, dans la même circonstance, fit un discours très vigoureux, mais beaucoup moins modéré. Je veux parler de M. Langelier, maintenant ministre dans le gouvernement de la province de Québec, et dont l'opinion doit être acceptée comme étant celle de l'un des chefs de ce parti :

"Notre pays qui offre de si nombreux avantages est pourtant le pays le plus arriéré de l'Amérique."

J'avais toujours cru jusqu'alors, M. l'Orateur, que le Canada était, en civilisation commerciale et industrielle, plus avancé que le Mexique et les Etats de l'Amérique du Sud, mais il paraît que je me suis trompé. M. Langelier continue :

"Cela est dû, pas n'est besoin de le dire, à notre administration politique."

Lui aussi, par conséquent, croit que les intérêts commerciaux et industriels d'un pays peuvent bénéficier d'un gouvernement bien au fait des besoins d'un peuple, de même qu'ils peuvent souffrir d'un gouvernement inactif, comme celui que nous avons aujourd'hui. Il ajoute :

"Ce n'est pas un renversement complet de l'ordre de choses actuel, ce n'est pas de l'opposition radicale qui sont les principes de notre programme, ce que nous voulons c'est que la Constitution soit amendée, amendée dans le sens de notre programme; c'est notre indépendance commerciale que nous désirons et que nous devons avoir."

"Le Gouverneur-Général, lors du grand dîner qui lui a été donné à Québec, par les citoyens, à son arrivée dans le pays, a déclaré que le pays pouvait prendre les allures indépendantes qu'il lui plairait."

"Si nos ministres ont fait la sourde oreille, ou n'ont pas de mémoire, c'est à nous de prendre la tâche en main."

"Il y a à côté de nous quarante millions d'hommes, avec lesquels nous ne pouvons pas commercer. Il faut que cela change, et, pour cela, il faut se mettre à l'œuvre immédiatement."

Si je comprends bien le sens de ce discours, le voici : "Notre pays est arriéré; le gouvernement pourrait, s'il le voulait, nous tirer de l'état humilant où nous nous trouvons; nous voulons la protection contre l'Angleterre, mais nous désirons le libre échange avec les quarante millions au sud de notre frontière."

Et ce sont ces messieurs qui nous jettent à la figure l'accusation de déloyauté ?

Nous est-il jamais entré dans l'idée, en réclamant le droit de régler notre politique fiscale, de donner la préférence aux Etats-Unis sur la mère-patrie? Lorsque nous monterons au pouvoir nous imposerons tels droits que nous trouverons convenables dans notre intérêt, mais en prenant soin de sauvegarder, autant que ces intérêts le permettent, ceux de l'Angleterre.

Voyons maintenant ce que dit l'honorable M. Pelletier, aujourd'hui ministre dans un gouvernement qui admet ne pouvoir rien faire pour soulager le pays souffrant, un gouvernement libre-échangiste.

Il va nous faire comprendre, en termes assez clairs, que nous n'avons pas assez de protection et que nous en avons trop : pas assez contre l'Angleterre et trop contre les Etats-Unis, et remarquez, M. l'Orateur, que ce discours de M. Pelletier fut prononcé, ainsi que les autres, à des réunions solennelles, qui décidèrent de la formation du nouveau parti en 1872 :

"Les manufactures, les différentes branches d'industries que nous pourrions développer avec tant d'avantage ne reçoivent pas la protection nécessaire."

"Il y a pourtant, me direz-vous, un élan vers le progrès, l'esprit d'entreprise semble naître. Oni, messieurs, la faim, la misère font faire bien souvent des efforts humains. Aujourd'hui la terrible crise commerciale que nous traversons, tout en alarmant ceux qui étaient les plus confiants dans un avenir meilleur, leur fait faire des efforts suprêmes pour éviter une ruine complète."

Le tableau est bien un peu chargé, car, si je ne me trompe, un comité de cette Chambre, formé en 1872, nous fit rapport que prises dans leur ensemble, les manufactures du Canada étaient alors dans un état assez satisfaisant et recommandait une légère augmentation de protection; nous savons tous que la grande dépression et la véritable

crise n'ont atteint leur apogée que depuis.

M. Pelletier continue ainsi :

"De généreux efforts sont faits depuis quelque temps, c'est vrai; quelques capitalistes entreprenants essaient bien d'établir des manufactures, mais ont-ils pu inspirer confiance dans leur succès? Ont-ils pu faire disparaître cette objection si grande du tarif qui rend presque impossible l'exportation de nos produits?"

"Quelle garantie ont-ils pour risquer leurs capitaux dans les manufactures exposées constamment à un changement de tarif qui paralyse tout." (Applaudissements.)

"Il y a à côté de nous une population de quarante millions avec lesquels nous ne pouvons commercer. Notre pays offre des avantages immenses et c'est pourtant encore le pays le plus arriéré de l'Amérique, faute d'encouragement aux manufactures."

On le voit, l'honorable monsieur, réitère l'expression exagérée de monsieur Langelier, l'opinion de ces messieurs n'était d'ailleurs que l'écho de celle d'un grand nombre parmi leurs amis. Ils n'ont jamais eu confiance dans l'avenir du Canada, ils n'en ont pas plus dans l'avenir de leur province!

Il est évident que ce que demandait M. Pelletier c'était plus de protection contre l'Angleterre et les autres puissances européennes, mais lorsqu'il parle des Etats-Unis, son langage est tout différent, et au lieu de demander la protection, il trouve que nous en avons beaucoup trop; que notre tarif contre les Etats-Unis était équivalant à la prohibition, car il dit :

"Par notre tarif de protection entrée, nous avons forcé nos voisins à user de représailles, et nous en sommes les premières victimes."

Mais ce n'est pas tout. L'honorable M. Letellier, maintenant lieutenant-gouverneur de la province de Québec, voulut proposer lui-même la résolution suivante, qui fait connaître la politique du parti national.

"Que pour assurer le développement de notre agriculture, de notre commerce et de notre industrie, amener le rapatriement de nos compatriotes en leurs offrant ici un travail rémunérateur, attirer chez nous l'immigration, il est nécessaire que nous ayons toute facilité d'aider nos manufactures à soutenir la concurrence étrangère et d'ouvrir à nos produits de nouveaux débouchés, et cela par l'obtention du droit de régler nos rapports commerciaux avec les autres pays."

Je vais maintenant soumettre à la Chambre, et surtout aux ultra loyaux qui siègent à droite, M. l'Orateur, les opinions d'un autre membre distingué

du parti national de Québec, d'un homme que M. le premier ministre a cru devoir récompenser en lui donnant un siège au Sénat.

M. Fabre a un grand avantage sur beaucoup de ses amis; il est incapable de déguiser le but auquel il tend, et il manifeste ses tendances avec la plus grande franchise. Il s'est livré avec grand soin à l'étude de notre condition politique et s'est formé des idées très radicales à ce sujet. Il se déclare franchement en faveur de l'annexion et ne peut se soumettre à l'idée de déguiser sa pensée :

"Derrière la Confédération, dit-il, j'ai toujours entrevu l'indépendance, toujours pensé que l'intervalle qui s'écoulerait entre l'établissement de la Confédération et son déclin serait moins long que celui qui s'est écoulé entre la naissance et la chute de l'Union; et l'année dernière il ne m'a fallu qu'écarter le voile."

M. MACKENZIE-- Cet extrait a déjà été lu.

M. MASSON-- L'honorable Premier se trompe: ces extraits n'ont jamais été lus devant cette Chambre, ni ailleurs que je sache, et M. le premier ministre admettra qu'ils sont excessivement intéressants et instructifs. J'achèverai donc ma citation :

"Il ne m'a fallu qu'écarter un léger voile pour montrer que dans la déduction logique de ma pensée, l'annexion était la dernière étape de la marche et la situation définitive du pays. (Appl.)"

On se tromperait grandement en croyant que cette opinion n'est que l'opinion personnelle de M. Fabre, car ses paroles ont reçu les applaudissements de ses auditeurs réunis à l'occasion de la formation du nouveau parti.

Le même libéral distingué avait dit déjà dans une autre occasion :

"Ce que nous devons donc demander, c'est une sorte de traité de Washington entre l'Angleterre et le Canada, reconnaissant le droit que nous avons de protéger notre industrie et de la mettre à l'abri des effets d'une concurrence à laquelle nous ne saurions tenir tête avec nos ressources actuelles."

"Il semble évident que l'opinion publique est généralement fixée sur la nécessité d'un changement dans nos relations commerciales avec l'Angleterre: que l'idée de protection est en train de faire rapidement son chemin, et devra bientôt s'imposer. Les journaux conservateurs, les mieux avisés, sentant venir le courant qui emportera bon gré mal gré tous les partis, conseillent à leurs chefs de se mettre à la tête du mouvement."

Nous dira-t-on maintenant que le parti national n'a jamais préconisé la protection et qu'il n'a jamais fait de changement de front ?

M. le premier ministre nous dira peut-être, comme il l'a dit dans la province d'Ontario, qu'il n'a que faire des idées spéculatives de ses partisans; qu'il leur est parfaitement loisible d'entretenir les théories les plus adverses sur l'avenir politique de notre pays, pourvu que ces idées restent dans le domaine de la théorie et que l'on ne s'efforce pas de leur donner une forme plus pratique.

Je lui rappellerai, cependant, que l'un des messieurs que je viens de nommer, l'un de ses bons alliés dans la province de Québec, un des alliés de ceux qui nous accusent de déloyauté, M. Fabre, s'est ouvertement plaint de ce que le député de Kingston avait été sacrifié dans son rôle de commissaire impérial à Washington; que l'on n'aurait pas dû l'envoyer pour accomplir une tâche impossible et de beaucoup au-dessous de ses grandes capacités, mais que l'on aurait dû l'envoyer pour négocier le transfert du Canada aux Etats-Unis !

Je crois, M. l'Orateur, qu'il aurait été difficile de donner une solution plus pratique aux idées théoriques de ces messieurs, et j'espère que nous n'entendrons plus parler du manque de loyauté des conservateurs !

Le parti national a été protectionniste non-seulement à son origine, mais il l'a toujours été depuis, et si ce n'était de la main de fer de M. Mackenzie, qui s'appesantit sur eux, ses chefs le seraient encore aujourd'hui.

En 1874, lorsque le parti libéral monta au pouvoir, un nouveau journal, *Le Bien Public*, fut fondé dans la ville de Montréal, ayant entre autres but celui de combattre en faveur de la protection et de soutenir les principes du nouveau parti libéral réformé qui avait désiré jeter par dessus bord MM. Dorion, Geoffrion et autres.

Les principaux promoteurs de cette entreprise étaient, si je ne me trompe, monsieur le député actuel de Montréal-Est, (M. Jetté), M. Thibaudeau, que le gouvernement actuel a nommé sénateur, M. Rainville nommé juge, M. Beausoleil, nommé syndic officiel, M. L. O. David, nommé à une position au service de cette Chambre, M. Drolet,

que l'on a dernièrement chargé de représenter le Canada industriel à Paris.

Ce journal disait, lors de la réunion de l'Association des Manufacturiers du Haut-Canada, en 1874 :

"Les résolutions adoptées à une grande assemblée de fabricants qui a eu lieu à Toronto demandent que le tarif soit élevé à 20 pour cent sur tous les objets venant d'Angleterre et d'Irlande qui peuvent être fabriqués au Canada, et que sur tous les articles venant des Etats-Unis et d'autres pays, le Canada devrait imposer des droits égaux à ceux qu'on impose sur les produits canadiens allant aux Etats-Unis et dans d'autres pays étrangers."

"Nous acceptons ces résolutions et nous n'hésitons pas à dire qu'elles devraient être le programme de tout gouvernement ayant à cœur le bien du pays. C'est ce que tout le monde demande, à l'exception de certains hommes politiques qui sacrifient la pratique à la théorie. L'honorable M. Mackenzie a heureusement dit que le tarif serait modifié dans l'intérêt du Canada, et nous sommes sûr qu'il tiendra parole."

C'était, on devra en convenir, montrer beaucoup trop de confiance.

Il serait très facile de démontrer que la grande masse des électeurs de la province de Québec, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, sont en faveur de la protection; il suffit pour cela de prendre les témoignages mêmes de nos adversaires.

Les conservateurs ne font qu'un sur cette question, et M. le ministre du Revenu de l'Intérieur fut contraint, l'an dernier, de déclarer qu'il avait toujours été protectionniste, qu'il l'était encore, mais qu'il pensait que nous en avions suffisamment. M. le premier ministre l'en ayant probablement convaincu.

Il admet lui-même cette année dans son discours sur l'adresse qu'un grand nombre de chefs libéraux étaient réellement en faveur de la protection.

De toutes les provinces de l'union, la province de Québec serait probablement celle qui bénéficierait le plus d'un système de protection, pourvu qu'il fut général et ne s'appliquât pas seulement à quelques intérêts particuliers.

Nous ne voulons pas être égoïstes, nous désirons l'intérêt général du pays; mais, d'un autre côté, nous avons le droit de demander la même chose des représentants des autres provinces.

Il serait injuste, par conséquent, de nous demander de protéger le charbon de la Nouvelle-Ecosse et les farines d'Ontario, si les intérêts industriels de notre province sont mis de côté; nous

ne saurions y consentir aujourd'hui plus que nous n'y avons consenti autrefois.

M. le ministre du Revenu de l'Intérieur nous a reproché notre servilité moutonnaire envers sir George Cartier. L'honorable ministre aurait dû se rappeler que, sur cette même question, ainsi que sur quelques autres, une section considérable du parti conservateur s'est séparée de ce chef, que les conservateurs ont le plus estimé depuis LaFontaine.

Nous ne voulons pas d'une protection partielle, mais nous sommes prêts à accepter une mesure générale de protection, car notre province est, à des degrés différents peut-être, un pays agricole, minier et industriel.

Nous ne sommes peut-être pas, comme pays agricole, aussi avancés que la province d'Ontario, et nous ne bénéficierions peut-être pas au même degré que cette province d'une protection agricole; nos ressources minières ne sont peut-être pas aussi considérables pour le moment que celles de la Nouvelle-Ecosse, mais personne ne niera qu'au point de vue industriel, nos intérêts sont immenses.

Quoique moins avancés qu'Ontario en agriculture, vous admettez cependant que la province de Québec a un bel avenir devant elle.

Avec un système de culture amélioré, la grande vallée du St. Laurent peut suffire à une population double de celle qu'elle possède aujourd'hui, et les vastes territoires du Saguenay, lorsqu'ils seront sillonnés de routes et convenablement exploités, nous produiront en abondance un blé d'une valeur qui ne peut être surpassé.

En fait de minéral, nous avons les mines de cuivre du comté de mon honorable ami, le député de Bagot, les mines inépuisables de fer de Moisie et de St. Urbain, et le fer des Trois-Rivières, les carrières d'ardoise des comtés de Richmond et Wolfe, etc. Il y a à peine quelques jours, messieurs les députés de St. Jean et d'Iberville montraient à cette Chambre un bel échantillon de charbon trouvé dans la paroisse de St. Valentin.

Je vois M. le premier ministre sourire d'un air d'incrédulité, je ne puis évidemment savoir s'il a raison ou non, mais je serais très étonné d'apprendre

que ses deux amis se seraient entendus pour en imposer à cette Chambre en déposant sur la table cet échantillon assez remarquable de charbon; la question peut facilement se régler entre eux.

Ce que demande avant tout la province de Québec, c'est la protection pour ses manufactures, car elle peut, vu ses nombreux pouvoirs d'eau, devenir un pays industriel de premier ordre.

Les Franco-Canadiens ont des aptitudes spéciales pour le travail des manufactures, et une des causes principales de la déplorable expatriation de nos compatriotes aux Etats-Unis, alors que les salaires étaient plus élevés, était le désir d'aller travailler dans les fabriques de la Nouvelle-Angleterre.

Nous sommes, ainsi que je l'ai dit, prêts à envisager toute cette question dans son ensemble, et nous répudions l'attitude prise par M. le ministre du Revenu de l'Intérieur lors de sa défaite dans le comté de Drummond et Arthabaska, lorsqu'il a dit aux électeurs de son comté que je voulais les taxes, taxer le pain du pauvre pour faire les yeux doux à la province d'Ontario, qui demande la protection agricole. Nous préférons de beaucoup dire, avec M. Joly: "L'agriculture et la manufacture peuvent, ensemble, arriver à de grands résultats; mais que ces deux industries isolent leurs intérêts, et leurs forces divisées seront loin de pouvoir accomplir autant."

Mon honorable ami le député d'Iberville, au commencement de cette session, demanda à M. le premier ministre si le gouvernement avait fait des démarches en vue du renouvellement du traité de réciprocité, ou s'il désirait en faire, et il lui fut répondu que telle n'était pas l'intention du gouvernement et que les premières démarches devaient venir du gouvernement des Etats-Unis.

M. le premier ministre ne pouvait évidemment savoir ce qui se dit dans la province de Québec, lorsqu'il donna cette décourageante réponse, sinon il aurait eu plus d'égards pour l'opinion de ses amis!

Depuis deux ans, ils s'efforcent d'expliquer, défendre, et justifier leurs faiblesses, leur pusillanimité sur cette question et sur bien d'autres, et de cacher la dégringolade de leur parti. Ne pouvant réussir à changer l'opinion

de leurs amis politiques aussi vite qu'ils l'ont changé la leur, ils disent partout : "Ce n'est pas la protection qu'il nous faut; nous voulons la réciprocité avec les Etats-Unis, et le gouvernement fait tous ses efforts pour l'obtenir."

Je désire demander aux messieurs à votre droite s'ils sont maintenant satisfaits de la réponse qu'ils ont obtenue, s'ils sont prêts à justifier auprès de leurs commettants cette détermination du Cabinet qui retarde indéfiniment l'obtention de ce traité de réciprocité qu'ils disent indispensable au Bas-Canada, et qu'ils ont jusqu'alors considéré comme devant avantageusement remplacer la protection.

M. le premier ministre dit qu'il incombe aux Américains de faire les premières démarches, et pourquoi les feraient-ils ? Ils ont la protection qu'ils demandent, et nous leur accordons le libre échange. Ils n'ont pas besoin de réciprocité : nous leur donnons tout, et ne leur demandons rien ; ils peuvent expédier leurs produits francs de droits au Canada, et nous leur permettons impunément de taxer nos produits lorsqu'ils traversent la frontière ! Nous ne pouvons avoir de réciprocité avec les Etats-Unis que lorsque nous les traiterons comme ils nous traitent, et ils n'ouvriront les yeux sur les bienfaits de la réciprocité que lorsque nous leur aurons fait voir les inconvénients du système actuel en taxant leurs produits comme ils taxent les nôtres.

En face de la déclaration faite par M. le premier ministre, n'avons-nous pas le droit de reprocher au gouvernement la position humiliante qu'il fit au pays lorsqu'il envoyait l'honorable M. Brown à Washington, non pour négocier un traité de réciprocité, mais bien pour compromettre nos intérêts en offrant d'avance aux Américains les concessions que le gouvernement canadien serait prêt à faire pour obtenir les bienfaits de ce traité, et s'exposer à se faire dire, en autant de mots, par le président des Etats-Unis, que nous avions montré notre jeu, fait nos offres, mais que ces offres n'étaient pas satisfaisantes.

La réciprocité était devenue un nouvel engin de guerre entre les mains des libéraux, mais M. le premier ministre l'a brisé et il ne pourra plus

servir à excuser leur propre inconséquence et leur faiblesse.

Les conservateurs, de leur côté, ont, en tout temps, été favorables à la réciprocité; ils ont fait tous leurs efforts pour la maintenir, et si le traité a été dénoncé par les Américains, il n'y a pas de leur faute. Ils ont fait leur possible, non-seulement pour obtenir une extension de la durée du traité, mais aussi pour obtenir son renouvellement, et la sortie de l'honorable G. Brown du gouvernement de coalition était en conséquence de ces efforts.

M. MACKENZIE—En conséquence de quoi ?

M. MASSON—En conséquence de leurs efforts pour renouveler le traité et en obtenir la prolongation.

M. MACKENZIE—Telle ne fut pas la raison.

M. MASSON—Je ne crois pas me tromper. M. Brown s'objectait à la mission de M. Galt ou autre personne à Washington pour renouveler le traité.

La difficulté était celle-ci : Le gouvernement pensait n'avoir pas le temps de négocier un nouveau traité, vu les objections des Etats-Unis, et il désirait négocier en attendant une prolongation, et M. Brown s'objectait à toute négociation, parce que les démarches devaient venir des Etats-Unis.

M. MACKENZIE—Non, non, c'était à cause d'un effort fait pas les Etats-Unis pour soumettre notre commerce à une espèce de réciprocité législative, au lieu de régler la question au moyen d'un traité.

M. MASSON—Je prie l'honorable ministre de vouloir me pardonner, les faits sur ce point sont les suivants. Notre gouvernement rencontra, de la part des Etats-Unis, l'objection dont il parle, et cette objection ne vint pas de nous.

Les conservateurs ont toujours été en faveur de la réciprocité par traité, mais les Américains leur objectèrent que leurs institutions politiques étaient telles qu'elles les empêchaient de se lier par traité, mais qu'ils seraient prêts tout au plus pour une réciprocité réglée par législation réciproque, qu'ils pourraient abroger à volonté.

M. MACKENZIE—Ecoutez !

M. MASSON—Les conservateurs ont fait l'impossible pour renouveler le traité; ne pouvant y parvenir, ils ont décidé, en 1868, de proposer un bill qui devint loi, rencontrant les Américains sur leur propre terrain et statuant que certains articles y mentionnés seraient entrés en franchise aussitôt que les Américains auraient, par leur législature, admis en franchise des articles semblables venant du Canada.

M. le ministre des Finances, parlant de nos compatriotes canadiens-français aux Etats-Unis, a entrepris de jeter sur ses prédécesseurs tout le blâme de leur expatriation pendant les années qui ont précédé la confédération et l'ont suivi, jusqu'à l'avènement du gouvernement actuel, et a réclaté tout le mérite de leur rapatriement depuis ces quelques années dernières.

Je me permettrai de différer avec l'honorable ministre à ce sujet et de lui dire que la conduite des gouvernements qui ont précédé le sien sont moins responsables de cette expatriation qu'il ne l'est lui-même de la dépression actuelle et du triste état de nos manufactures, et ce n'est pas peu dire, à son point de vue.

Les causes de cette expatriation sont parfaitement connues au Bas-Canada. Nous savons et l'honorable ministre devrait le savoir, que nos compatriotes ont des idées, des habitudes et des aptitudes qui leur sont propres. Il doit savoir que le Canadien-Français possède au degré supérieur l'esprit d'aventure, qui était le caractère distinctif de ses pères; il aime encore aujourd'hui les voyages, des horizons nouveaux, des scènes nouvelles, et les trois quarts de ce continent auraient été encore inconnus au commencement de ce siècle si ce n'eût été de cette passion de nos pères.

On trouve des Canadiens-Français sur tout les points de ce vaste continent; on les trouve au pied des Montagnes-Rocheuses; dans les prairies de l'ouest américain, et à l'embouchure de la rivière McKenzie.

Cet amour du changement et des voyages est une des premières causes de la dépopulation du Bas-Canada; j'en vois une autre dans la terrible guerre qui a sévi chez nos voisins, avant la Confédération. Des milliers d'hommes y perdirent la vie; l'industrie, qui avait

nécessairement été presque détruite prit un nouvel essor; les salaires augmentèrent d'une manière tout-à-fait étonnante, et un grand nombre de nos compatriotes, attirés par la perspective de pouvoir faire de l'argent plus facilement qu'au pays, se hâtèrent d'aller remplir les manufactures américaines et se livrer à un genre d'ouvrage qui leur convenait parfaitement.

Une autre cause de la dépopulation du Bas-Canada fut les rapports exagérés répandus dans le pays sur les ressources des Etats-Unis, que l'on représentait non-seulement comme un Eldorado de liberté, mais comme étant le pays le plus riche de la création, un pays où les fortunes se créaient presque sans travail.

Les libéraux de la province de Québec n'ont-ils pas été quelque peu coupables de la propagation de ces idées exagérées? N'ont-ils pas, jusqu'à la Confédération, et même quelque peu depuis, ainsi que je l'ai prouvé par les extraits que j'ai lus, essayé de faire comprendre au peuple que nous vivions dans un triste pays, et que si l'on voulait jouir des douceurs de la liberté, il fallait aller vivre aux Etats-Unis, dont ils faisaient une peinture si belle, comparée à notre triste pays.

Est-il donc surprenant que pendant de longues années, et même longtemps après que leurs conseillers fussent en grand nombre revenus eux-mêmes à de meilleures idées, nos compatriotes se soient empressés de se rendre dans ces régions, où l'on pouvait devenir riche sans travail. Telles sont, M. l'Orateur, à mon avis, les principales causes de l'expatriation des Canadiens-Français.

Un honorable député a dit, dans le cours de ce débat, que le courant d'immigration au Canada était aujourd'hui proportionnellement plus considérable qu'il ne l'avait été avant 1874. Il m'a été impossible de me procurer des chiffres exacts qui permissent d'établir une parfaite comparaison, mais je sais qu'il est de fait que si l'on compare le nombre d'immigrants qui sont venus d'Europe, s'établir au pays, avec le nombre d'émigrants qui ont quitté le Canada pour les Etats-Unis ou sont retournés en Europe, l'on verra que la proportion nous était beaucoup plus favorable en 1872-1873, qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Je crois que la balance en notre faveur en 1873, était près de 15,000 ; en 1874 elle diminua à quelque chose comme 1,000 ; en 1875, à environ 2,000 contre nous, et en 1877, elle s'augmenta encore à 4,000 contre nous. C'est-à-dire qu'actuellement, il sort de notre pays un plus grand nombre de personnes qu'il n'en rentre.

L'honorable ministre, des Finances a-t-il même la consolation de dire que ceux qui nous arrivent s'établissent dans les anciennes provinces. Non ! ces provinces sont écrasées sous le poids de la dépression, et elles ne peuvent fournir de l'ouvrage même à ceux qui les habitent maintenant. Ces immigrants se dirigent vers nos vastes territoires du Nord-Ouest, où ils se livrent à la culture du sol.

L'honorable ministre, après avoir injustement essayé de reprocher à ses prédécesseurs l'expatriation de notre population, essaie de se faire un mérite du mouvement de rapatriement qui s'opère aujourd'hui parmi la population canadienne-française des Etats-Unis.

Il ne se rappelle sans doute pas ce qui s'est passé dans cette Chambre en 1875, lorsque je demandai moi-même au gouvernement d'accorder aux Canadiens-Français des Etats-Unis une partie de ce qu'il accordait si généreusement aux Mennonites venant de la Russie et qui ne pouvaient, par conséquent, en aucune manière, être initiés à nos habitudes, à nos mœurs ni à nos institutions.

Que me répondit alors M. le premier ministre, en présence des libéraux de la province de Québec, qui restèrent muets et cloués sur leurs sièges au lieu de venir à mon aide, en protestant contre les paroles de leur chef ? Il me dit que la politique du gouvernement n'était pas de faire venir des immigrants des Etats-Unis, mais presque exclusivement de l'Europe.

Vous vous rappelez, néanmoins, les violents réquisitoires des chefs libéraux de notre province contre la prétendue apathie des conservateurs, et avec quelle vigueur ils voulaient le rapatriement.

Afin qu'on ne me taxe pas d'exagération, je vais citer les paroles de M. le premier ministre telles que prises dans les *Débats* de 1875 :

"Le gouvernement a soigneusement considéré et considère encore si quelque chose ne peut pas être fait sous ce rapport. Il est évident, cependant, que si nous aidons aux Canadiens-Français établis aux Etats de la Nouvelle-Angleterre—car c'est là principalement que les Canadiens sont établis—pour qu'ils aillent au Manitoba, et que semblable aide ne soit pas offerte à ceux de la province de Québec ou des autres provinces, il leur sera facile de traverser la ligne, et d'obtenir l'aide qu'ils désirent parce qu'ils résideront aux Etats-Unis."

Cette réponse de M. le premier ministre prouvait que, malgré tout, il n'avait pas apporté à l'étude de cette question tout le soin qu'il prétendait lui avoir donné, et que ses amis du Bas-Canada avaient le droit d'exiger, vu l'importance qu'ils avaient prétendu y attacher.

Il ne me fut pas difficile de lui montrer qu'il se faisait un monde d'une difficulté qui n'existait même pas, et que si le gouvernement craignait de voir des Canadiens passer aux Etats-Unis afin de bénéficier d'un voyage au Manitoba aux frais de l'Etat, rien ne lui était plus facile d'exiger de toute personne réclamant de l'aide du gouvernement la preuve de sa résidence aux Etats-Unis pendant les deux ou trois années qui auraient précédé sa demande d'aide.

Mais ce n'est pas tout ; M. le premier ministre, non satisfait d'avoir fait comprendre aux libéraux de la province de Québec qu'ils s'étaient jusqu'alors trompés en demandant une impossibilité, leur dit assez clairement, et sans protestation de leur part, qu'il ne tenait pas beaucoup à cette immigration, et que la vieille Europe était un champ beaucoup plus convenable à exploiter :

"Le premier objet du gouvernement en vue de l'immigration, ajouta-t-il, était de faire des différents pays d'Europe un vaste champ pour obtenir nos immigrants. Si une fois le gouvernement adoptait le système proposé par l'honorable député de Terrebonne, cela mènerait à de graves difficultés, parce qu'il n'y a aucune raison valable pour que nous aidions un peuple sur un côté de ce qui est une ligne imaginaire séparant notre territoire d'un pays étranger, et ne pas aider le peuple de l'autre côté."

Je ne pus rien obtenir de l'honorable premier ministre pendant cette session, mais la population canadienne du Manitoba ne se souvenait pas ; l'année suivante, le reverend père Lacombe vint au pays ; mais ne pouvant obtenir toute la satisfaction qu'il désirait, il se fit lui-même agent d'immigration et

résolus de se rendre à Worcester ou à Fall River, afin de commencer ses opérations en cette capacité.

Le gouvernement qui dépensait chaque année de deux à trois cent mille piastres pour des fins d'immigration, ne se croyant pas cependant justifiable de payer ses frais de voyage, nous fûmes obligés d'avoir recours à une souscription parmi les députés.

Je regrette d'être obligé de le dire, je commençai moi-même cette souscription, et le révérend Père Lacombe reçut de l'aide de la part de bon nombre de conservateurs, et je dois le reconnaître, de plusieurs députés de la droite.

Tels sont les moyens que nous avons été contraints d'adopter en 1876 pour envoyer un agent d'immigration vers nos compatriotes des Etats-Unis, et l'honorable ministre des Finances a la hardiesse de réclamer pour ses amis et son gouvernement le mérite d'avoir procuré le rapatriement des Canadiens.

Je dois en toute justice admettre que depuis deux ans les honorables messieurs Letellier et Pelletier, qui ont eu sous leur charge le département de l'Agriculture, ont fait de leur mieux sous ce rapport, et que justice a enfin été rendue, quoique tardivement et à contre-cœur, par M. le premier ministre.

L'honorable ministre des Finances a voulu excuser sa politique d'inertie, de laisser-faire, en prétendant qu'il ne voulait pas déranger, troubler le commerce du pays; il ne veut pas prendre une responsabilité si sérieuse.

Je crois que ces craintes ne sont pas le motif déterminant de l'honorable ministre, l'intérêt du pays n'a rien à y voir, mais il craint les difficultés de l'entreprise.

L'honorable député de Châteauguay, qui occupe une position marquante parmi les amis de l'administration et dans le monde commercial, disait publiquement à Montréal, pendant les élections il y a deux ans, que le tarif n'était pas ce qu'il devait être, qu'il contenait de nombreuses anomalies que le gouvernement devait rectifier. Il est vrai que l'honorable député travaillait alors de toutes ses forces au succès de M. Workman, qui se présentait comme protectionniste; je suis convaincu, cependant, que ses impressions étaient alors sincères et qu'aujourd'hui ce qu'il croyait alors.

M. HOLTON—C'est vrai.

M. MASSON—Mon honorable ami admet que je dis vrai, que le tarif actuel n'est pas ce qu'il devrait être, qu'il y existe des anomalies, et qu'on devrait les faire disparaître; cependant, il siège silencieux sur les banquettes ministérielles; il est prêt à voter, à la demande du gouvernement, qu'il est impossible, par une législation, de favoriser les intérêts de nos manufactures et d'augmenter la prospérité matérielle de notre pays!

M. le ministre des Finances ne veut pas toucher au tarif, la tâche est trop difficile, mais il nous dit qu'il comblerait volontiers le déficit au moyen d'une taxe sur le revenu, c'est-à-dire la taxe directe, s'il avait à sa disposition le mécanisme nécessaire à sa perception.

Je ne puis comprendre le malin plaisir qu'éprouvent les membres du gouvernement à appliquer le fouet sur les épaules de mes honorables amis les députés libéraux de la province de Québec, et je ne puis qu'admirer la patience avec laquelle ils se soumettent à l'opération.

Voilà quatre ans que M. le premier ministre leur applique le fouet, et je suis à me demander quand cela va finir.

Je l'ai déjà dit une fois et je le répète, je ne sais quoi admirer le plus ou de l'énergie, de la force de caractère du premier ministre, ou de la patience, de la docilité et de l'humilité des députés libéraux de ma province!

Quel est le cri que l'on s'efforce de soulever dans notre province contre les conservateurs, si ce n'est celui de taxes directes; on prétend qu'ils sont favorables à ce système de taxation et qu'ils ont déjà commencé à l'imposer sur le peuple.

J'avais toujours cru, jusqu'à présent, que la taxe directe, surtout la taxe sur le revenu, était la panacée universelle du parti libéral en Angleterre et au Canada!

L'honorable ministre des Finances m'en exempte la preuve quant au gouvernement actuel, puisqu'il nous dit lui-même qu'il s'en prévaudrait s'il pouvait le faire facilement.

Quelle légitime objection les libéraux de Québec pourraient-ils avoir à cette taxe venant du gouvernement provincial si, possédant les facilités qui

manquent au gouvernement général, il s'en servait ?

L'on sait qu'un grand nombre parmi les libéraux d'Angleterre, et notamment M. Bright, le modèle des libéraux les plus avancés de ce pays, admirent ce système, et M. Bright proposa lui-même en 1859, je crois, de retrancher la plupart des impôts indirects de l'Angleterre, surtout les douanes, et de les remplacer en grande partie par un impôt sur le revenu de toutes les propriétés ayant une valeur de plus de £100 ; sa proposition aurait fait perdre au revenu près de £26,000,000, qu'il devait remplacer entièrement au moyen de la taxe directe, que plusieurs prétendent être plus équitable et plus favorable à la population pauvre.

Je dirai de plus à mes amis de l'autre côté de la Chambre venant de notre province, que si l'on a imposé aux législatures locales l'obligation de pourvoir à leurs dépenses au moyen de la taxe directe, ainsi que le veut l'acte d'union, on ne doit pas tant en rendre responsable les conservateurs de cette province, que l'honorable George Brown, qui déclara, lui-même, lors de la formation de la Confédération, que l'on avait bien fait d'imposer aux législatures locales l'obligation de pourvoir à leurs dépenses au moyen de la taxe directe, et que les 80 cts. par tête accordés par le gouvernement central l'avaient été contre son gré et contre l'avis de plusieurs libéraux de toutes les provinces, qui auraient voulu imposer aux législatures locales l'obligation de pourvoir à toutes leurs dépenses exclusivement au moyen de la taxe directe, et ce sont nos délégués conservateurs qui s'y sont opposés.

Remarquons-le bien, M. Brown ne donne pas cela uniquement comme son opinion personnelle, mais comme l'opinion de libéraux de toutes les provinces, et ce sont nos délégués conservateurs qui s'y sont opposés. Comment, après cela, nos adversaires peuvent-ils reprocher au gouvernement de Québec d'avoir inauguré un odieux système d'impôt.

Les gouvernements locaux de toutes les provinces seront peut-être obligés un jour de recourir à la taxe directe pour subvenir aux besoins toujours croissants qui leur sont imposés par l'augmentation de la population, qui

bénéficie plutôt au gouvernement fédéral qu'aux gouvernements locaux dans notre état de chose actuel.

Les revenus du gouvernement central provenant surtout des impôts sur la consommation, il est évident que plus la population augmentera plus ses revenus seront considérables. Mais il n'en est pas ainsi des gouvernements locaux, qui voient leurs dépenses augmenter sans augmentation équivalente dans leurs revenus ; leurs obligations, au contraire, augmenteront dans la même proportion ; l'administration de la justice deviendra plus dispendieuse, les œuvres de charité et le maintien de la paix deviendront plus considérables, et les besoins de l'éducation plus pressants.

Je vois par le budget de l'honorable ministre des Finances qu'il se propose cette année d'augmenter les dépenses pour travaux publics.

L'an dernier, je me permis de suggérer que, puisque la dépression, de son propre aveu, n'était que temporaire et accidentelle, il était du devoir du gouvernement de hâter l'achèvement des travaux publics que le pays avait entrepris, et bénéficier par conséquent et du bon marché de l'argent et de la main-d'œuvre.

Je dis que, par ce moyen, le gouvernement aurait été en état de donner au peuple qui souffrait un travail dont il était privé.

Nos adversaires entreprirent de tourner l'avis en ridicule, et cependant on les voit aujourd'hui l'adopter et donnant un octroi supplémentaire de près de \$2,000,000 pour ces travaux, non parce qu'ils ont changé d'opinion, mais parce que les élections approchent et qu'ils s'imaginent que ces \$2,000,000, judicieusement placés, rapporteront au gouvernement au centuple pendant ces élections.

M. le député de Toronto-Centre dit que les manufacturiers demandent la protection afin de s'enrichir, mais il me semble que l'on en a toujours dit autant de tous ceux qui veulent se mettre à la tête de toutes entreprises considérables.

Si des hommes entreprenants se mettent à la tête d'une grande entreprise de chemin de fer, dans la province de Québec ou ailleurs, l'on voit toujours des hommes prêts à dire que cette entreprise va entraîner le pays à sa ruine, et mettre de l'argent dans la poche des

entrepreneurs ! Pourquoi donc s'opposer à ce que ces hommes fassent fortune si, en s'enrichissant, ils procurent le pain quotidien à leurs compatriotes.

L'intérêt des fabricants n'est pas en antagonisme avec celui de l'ouvrier, leurs intérêts sont au contraire intimement liés. Ce ne sont pas les manufacturiers qui souffrent le plus du système actuel, ils n'ont qu'à fermer leurs usines ou fabriques et attendre des jours meilleurs, mais ce sont les ouvriers qui souffrent des chômages qu'ils sont obligés de subir.

L'ouvrier est naturellement protectionniste ; il l'a toujours été, et le sera toujours, et partout. Il désire voir l'industrie qui le fait vivre protégée, et ne s'est jamais fait un épouvantail d'un mur protecteur entourant cette industrie.

On a beaucoup ridiculisé le muraille de la Chine dont nos voisins ont entouré leur pays et au moyen de laquelle ils ont su créer leur industrie et inonder le monde de ses produits.

Nos voisins sont des hommes intelligents et bien supérieurs à nous, si l'on doit croire quelques-uns de nos compatriotes, et ils savent bien mieux que nos gouvernants ce qui leur convient. Ils se sont entourés d'une muraille fiscale, je l'admets, mais cette muraille est très ingénieusement construite : elle est percée de larges portes toujours ouvertes à deux battants lorsqu'il s'agit de répandre sur le monde entier le produit de leurs manufactures, et toujours à moitié fermées lorsqu'il s'agit de recevoir les produits agricoles et manufacturiers des autres produits.

On objectera, peut-être, qu'une politique qui facilite une exportation continuelle et décourage l'importation, finira par devenir une politique épuisante et désastreuse. Cette objection pourrait valoir en Angleterre ou dans certains autres pays de l'Europe, dont l'étendue est restreinte et la population dense, et qui ne peuvent par conséquent subvenir à leurs propres besoins et encore moins à ceux des pays étrangers. Mais il n'en est pas ainsi aux Etats-Unis.

Les Américains savaient, lorsqu'ils ont établi leur politique protectionniste, quelles étaient les ressources de leur pays et la richesse de son sol. Ils savaient qu'ils pouvaient impunément

en tirer pour un temps considérable tout ce qu'il fallait pour alimenter leurs manufactures et donner de l'emploi à leurs populations ouvrières. Ils avaient devant eux l'espace qui manque à la mère-patrie, dont l'intérêt est d'encourager le libre échange.

Nous sommes, au Canada, exactement dans la même situation, parce que nous avons dans nos vastes territoires du Nord-Ouest, et dans les terres incultes des vieilles provinces, un champ d'exploitation inépuisable pour le produit de notre matière première. Si nous suivions l'exemple des Etats-Unis, nous pourrions facilement, par notre énergie, notre puissance productive inépuisable, obtenir sans épuisement les mêmes résultats.

Quelques honorables députés ont dit que la dépression commerciale existait aux Etats-Unis au même degré qu'ici, et que malgré leur muraille de la Chine, les Américains n'étaient pas dans une meilleure situation que nous. Je crois qu'il y a exagération ; mais supposons le fait, la dépression aux Etats-Unis est causée par une production industrielle exagérée, dont nécessairement quelqu'un a dû bénéficier. L'ouvrier y a trouvé un emploi lucratif et la population en général a pu accumuler des ressources suffisantes pour supporter la crise.

La dépression au Canada n'a pas été causée par cette production exagérée qui a dû apporter au moins un peu de bien-être, mais, au contraire, par une importation exagérée qui n'a donné ni travail ni pain à notre population souffrante, et ne peut non plus qu'enrichir quelques importateurs.

Lorsque cette dépression générale sera passée, les Etats-Unis, avec leurs manufactures prêtes à entrer en opération, leur outillage perfectionné, seront encore prêts et en état de fournir aux besoins de l'étranger, tout en donnant de l'emploi à leur peuple, tandis que nos districts manufacturiers seront presque ruinés, notre outillage inférieur, notre capital accumulé nul, et nous en avons pour longtemps avant de pouvoir jouir du retour à la prospérité.

Le gouvernement s'est chargé d'une grave responsabilité ; il a entendu le peuple demander la protection et du pain à grands cris, et il a fait la sourde oreille. Les ministres ont entendu la

nation entière se plaindre et ils se sont reconnus impuissants à la soulager; ils ont refusé de faire un seul effort, une seule tentative. Ils ont oublié qu'en 1859 le pays traversait une crise analogue; que le trésor était vide, l'industrie en souffrance, les importations faibles, et qu'un homme d'Etat agissait.

L'honorable député de Kingston, loin de se croiser les bras, de confesser son impuissance, s'était mis courageusement à l'œuvre, et avec quel résultat? Le commerce commença à revivre, les revenus augmentèrent, les manufactures se formèrent, et avant deux ans, le peuple canadien fut en état de consommer, non-seulement un surplus d'importations, mais encore une grande partie des produits de nos manufactures.

Un honorable député a demandé comment le peuple pourrait en même temps consommer une plus grande quantité de produits manufacturés au pays, sans en même temps diminuer la consommation des articles importés; l'objection est de facile solution, car, ainsi que je l'ai dit l'an dernier, on sait que le peuple consomme ordinairement selon ce qu'il gagne. Donnez-lui de l'emploi, il consommera plus; privez-le d'emploi, il consommera moins; un ouvrier qui gagne une piastre par jour peut consommer et consommera plus qu'un ouvrier auquel on ne donnera qu'un écu.

M. Joly disait, il y a deux ans, que ce n'est pas en diminuant le prix de tous les articles nécessaires à la vie que l'on donnerait le bien-être au peuple, mais en donnant au peuple les moyens d'acheter ces articles. "Demandez," disait-il, "à l'ouvrier ce qu'il préfère, la farine à \$6.00 et beaucoup d'ouvrage, où la farine à \$4.50 et pas d'ouvrage."

Nous avons actuellement un exemple frappant de ce triste état de choses dans la province de Québec. Le cultivateur a été obligé, dans bien des endroits, de vendre son lard à six ou sept piastres le cent, son avoine se donne, ses profits sont nuls; il est découragé, et cependant, l'ouvrier des villes et villages en est-il beaucoup mieux? lui qui est censé bénéficier du bon marché?

Est-il mieux situé que lorsque les produits agricoles se vendaient un prix raisonnable? Non! car, que lui sert

le bon marché s'il n'a pas le sou pour acheter ces produits, même à leur prix réduit.

Le bon marché n'est donc qu'un des éléments nécessaires du bien-être, et cet élément n'est subsidiaire, ainsi que je le dis l'an dernier, qu'à l'autre élément plus important: le moyen d'acheter.

Je dois déclarer en terminant, que j'ai la parfaite conviction que les idées que j'ai exprimées sont partagées par la grande majorité du peuple de la province de Québec, j'oserais même dire par la majorité des électeurs libéraux de la province, et que j'espère que les électeurs ne choisiront que des représentants prêts à les faire dominer.

Il se présentera devant le peuple des candidats comme les députés de Montréal, Hamilton et autres localités demandant ses suffrages en invoquant des principes conservateurs; mais j'espère que ceux qui sont sincèrement en faveur de la protection, qui croient qu'elle est nécessaire au pays, ne se contenteront pas de leurs stériles protestations, car il est évident que nous n'aurons une protection efficace qu'autant que le peuple enverra ici, pour le représenter, des hommes parfaitement décidés à mettre l'intérêt de leur pays au-dessus de l'intérêt de leur parti, et à forcer le gouvernement à faire son devoir.

Mardi, 12 mars 1878.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Cartwright:—

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides,"

Et l'amendement de sir John A. Macdonald, que tous les mots après "Que" soient biffés et remplacés par les suivants:

"Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'opinion que la prospérité du Canada requiert l'adoption d'une politique nationale qui, par un rajustement judicieux du tarif, bénéficiera et favorisera les intérêts agricoles, miniers, manufacturiers et autres du Canada; que cette politique gardera au Canada des milliers de nos compatriotes maintenant obligés de s'expatrier pour trouver le travail que le pays leur

refuse, rendra la prospérité à nos industries qui luttent et souffrent si péniblement, empêchera le Canada d'être un marché à sacrifice, encouragera, développera et activera notre commerce interprovincial, et tendant à la réciprocité de tarifs avec nos voisins dans la mesure requise par les intérêts variés du Canada, aura grandement pour effet de procurer éventuellement à ce pays une réciprocité commerciale."

Et le dit amendement étant mis aux voix, il est rejeté sur la division suivante :

Pour, 77.

Contre, 114.

PROVINCE DE QUÉBEC.

POUR :

Messieurs

Baby,	Caron,
Benoit,	Cimon,
Blanchet,	Colby,
Bolduc,	Coupal,
Bourbeau,	Cuthbert,
Brooks,	Daoust,

Desjardins,
Donahue,
Dugas,
Gill,
Harwood,
Hurteau,
Langevin,
Lanthier,
McDougall (Trois-Riv.),
Masson,
Méthot,
Montplaisir,

Mousseau,
Ouimet,
Pinsonneault,
Pope (Compton),
Robillard,
Robitaille,
Rouleau,
Roy,
Short,
Wright (Ottawa),
Wright (Pontiac).—35.

CONTRE :

Messieurs

Aylmer,	Holton,
Barthe,	Huntington,
Béchar,	Jetté,
Bernier,	Lafamme,
Bourassa,	Lajoie,
Boyer,	Langlois,
Casgrain,	Laurier,
Cheval,	Malouin,
Christie,	Pettes,
De St. Georges,	Pouliot,
Fiset,	Richard,
Fréchette,	Scriver,
Geoffrion,	Taschereau.—26.